

« Nous avons renoncé à comprendre le monde »

Entretien avec Marcel Gauchet

Marcel Gauchet est philosophe et historien. Penseur de la modernité, sa philosophie est celle d'une déconstruction de la perception marxiste du monde et d'une reconceptualisation de la démocratie. Il s'intéresse également à la question de l'école et de l'éducation. Rédacteur en chef de la revue *Le Débat*, il a notamment publié *Le désenchantement du monde* (Gallimard, 1985) et *La condition politique* (Gallimard, 2005). Pour *La Revue internationale et stratégique*, il revient sur la place des intellectuels et le rôle des idées dans les sociétés contemporaines, et livre sa vision de l'Europe actuelle.

OLIVIER DE FRANCE – En dressant un contre-bilan de vingt-cinq ans de relations internationales, l'on fait le constat d'autant d'années de « déclinisme ». Pourquoi les intellectuels français sont-ils encore plus déclinologues, voire catastrophistes que l'opinion ?

MARCEL GAUCHET – On peut comprendre les réactions de certains intellectuels, dans la mesure où la dynamique globale de la société actuelle tend à marginaliser le rôle des idées. Nous sortons d'un siècle qui les a portés au pinacle parce qu'il était le siècle des idéologies. Les fournisseurs d'idéologies quelles qu'elles

soient étaient au premier plan. Nous vivons aujourd'hui dans une société où l'efficacité économique et technique a triomphé. Désormais, c'est la connaissance opérationnelle qui est valorisée. De ce point de vue, il y a une vraie concurrence sur la place de l'intelligence dans la vie sociale. Que les intellectuels aient, par conséquent, l'impression que cette société leur est hostile est parfaitement compréhensible. Regardez les transformations qui traversent les disciplines universitaires : le pôle des humanités classiques est aujourd'hui considérablement dévalué par rapport à ce nouveau pôle économique-scientifico-

politico-technico-juridique, devenu le moteur de ce que l'on appelle les « sociétés de la connaissance ».

La question est de savoir si cette connaissance opérationnelle est aussi solide qu'elle le prétend, et si les intellectuels peuvent continuer de se présenter comme les garants de grands

Nous vivons aujourd'hui dans une société où l'efficacité économique et technique a triomphé

principes, de grandes théories. Cette confrontation donne l'impression d'un affrontement stérile entre des experts très limités dans leurs compétences et de grands discours sans prise sur la réalité. L'enjeu est de sortir de ce dilemme absurde entre des affirmateurs de valeurs totalement impuissants et des connaissances techniques très parcellaires, qui ne permettent pas d'appréhender ce qui se passe. Cela suppose non pas une réforme *intellectuelle*, mais *des intellectuels* dans la connaissance du monde tel qu'il est et de manière à affronter sa complexité. Ils n'en prennent malheureusement pas le chemin : l'attitude spontanée qu'ils cultivent, au contraire, semble être de se réfugier sur l'Aventin en prononçant des fatwas apocalyptiques sur un monde en perdition. Qu'il soit en perdition est par ailleurs possible, mais encore faudrait-il des arguments et une connaissance de ce monde pour le montrer. Nous n'en sommes pas là.

Ne rejoue-t-on pas là cependant la même rengaine qu'un Martin Heidegger, qui affirmait de manière péremptoire que « la science ne pense pas »¹ ? La matière grise française, recherchée de Londres à la Silicon Valley, n'est-elle pas plus en prise avec la complexité du réel que l'intellectuel parisien le plus autorisé ?

MARCEL GAUCHET – C'est une posture réactivée aujourd'hui, mais en réalité tout à fait traditionnelle. M. Heidegger, c'est simplement un autre âge de cette posture où une certaine vision de la philosophie d'inspiration théologique était menacée. Aujourd'hui, c'est plutôt la philosophie au sens de grande théorie, dont le marxisme a été le modèle par excellence, qui est mise en accusation par la réalité. Mais il n'y a là, en effet, rien de très nouveau sur le fond. Seuls le contexte et les paramètres opérationnels changent. La question posée est de savoir si ces connaissances opérationnelles – techniques, économiques et juridiques – suffisent au fonctionnement d'une société, ou s'il y a besoin d'une autre manière de les envisager et de les théoriser par un type de discours différent, plus proche des préoccupations des gens qui font marcher ce monde. Ma conviction est que les vaticinations ne servent à rien. Qu'est-ce que la connaissance du monde aujourd'hui ? Voilà la question que les intellectuels devraient se poser, au lieu de simplement décréter la fin de notre civili-

1. Extrait d'un cours donné en 1952 à l'Université de Fribourg-en-Brisgau.

sation. Je crois qu'ils ne parlent en réalité que du déclin de leur propre position traditionnelle, encore que *via* les médias d'aujourd'hui, toute dénonciation apocalyptique du cours des choses trouve des oreilles extrêmement favorables.

En raisonnant par l'absurde, Martin Heidegger n'avait-il donc pas raison ? N'avons-nous pas fini par façonner un monde que nous ne parvenons plus ni à maîtriser, ni à comprendre ?

MARCEL GAUCHET – C'est une hypothèse que l'on ne peut exclure, mais je n'ai personnellement pas du tout l'impression d'un monde incompréhensible. Il me semble simplement qu'il faut se donner d'autres outils intellectuels pour le comprendre. Je ne suis pas certain que cette accélération soit si phénoménale. Ce sont simplement les moyens que nous injectons dans ce système qui s'amplifient : il y a de plus en plus d'acteurs et de démultipliateurs, qui donnent à la transformation des proportions gigantesques. Mais les concepts qui y sont investis sont-ils en nombre tel qu'ils dépasseraient notre entendement ? Il ne me semble pas.

Prenons les sciences ou l'informatique, par exemple : il est parfaitement vrai qu'il y a aujourd'hui une extraordinaire difficulté à dominer ces champs, parce qu'il y a multiplication des résultats, mais ceux-ci comportent-ils autant d'innovations conceptuelles majeures ? Ce qui me frappe, au contraire, c'est le très faible niveau de nouveautés conceptuelles par rapport à ce qu'ont pu représenter

la relativité ou le formalisme mathématique au début du XX^e siècle, par exemple. De ce point de vue, nous vivons, au contraire, sur des acquis conceptuels et intellectuels très anciens, qui déploient leurs effets de manière très déconcentrée. Ce qui me frappe, justement, c'est l'inertie des cadres intellectuels dans le monde, non pas tant scientifiques et techniques qu'humains et sociaux. Il y a des grilles de compréhension extraordinairement figées, dont les gens ne veulent pas sortir et qui sont évidemment des obstacles absolus à la compréhension de ce qui se passe. C'est, me semble-t-il, la paresse intellectuelle qu'il faut accuser, plutôt que la complexité des objets. Nous voulons à toute force comprendre des phénomènes nouveaux dans un langage qui ne leur correspond plus. C'est un type de culture et une grille d'analyse traditionnels qui sont dépassés par une réalité qui, elle, me semble tout à fait intelligible.

Dans ce contexte, quelles sont les marges de manœuvre réelles du politique ? Le monde d'aujourd'hui n'a-t-il pas mis à mal l'action politique au point de la vider de son sens ? Ainsi les politiques n'auraient-ils désormais « plus vraiment le choix ».

MARCEL GAUCHET – À mon avis, il s'agit davantage d'une théorie que de la réalité. Ils ont une marge de manœuvre mais ils n'osent pas. Ma modeste fréquentation des hommes de pouvoir me fait penser qu'ils sont fondamentalement peureux. Je ne dis

pas cela à titre subjectif; ce sont des gens qui vivent constamment dans la peur du « qu'en pensera-t-on ? ». Ils ont une espèce d'inhibition et de prudence maximale qui les empêche de prendre le moindre risque et n'agissent qu'à coup sûr. Avant d'aller en Libye ou au Mali, on regarde ce qui

Nous voulons à toute force comprendre des phénomènes nouveaux dans un langage qui ne leur correspond plus

se passe partout ailleurs. Si Jacques Chirac n'est pas allé en Irak, ce n'est pas par conviction profonde : il était tétanisé par les réactions de la société française. La peur et l'image ont aujourd'hui une force de censure et de pression inimaginable.

En outre, il y a réellement une crise du pouvoir, qui n'est pas pour autant une « fin du pouvoir », pour reprendre l'expression de Moïses Naim¹.

Cette séquence que traversent les sociétés européennes leur échappe-t-elle véritablement, ou est-ce l'aboutissement d'un modèle appliqué sciemment, en l'occurrence néolibéral ?

MARCEL GAUCHET – La genèse de cet univers néolibéral est un sujet en soi. Les choses se sont faites de façon chaotique par une série de transformations qui n'ont pas été pensées dans leur globalité mais qui ont fini

par composer une cohérence. Fondamentalement, le néolibéralisme est une traduction idéologique de l'état de nos sociétés en fonction de leur devenir interne. Son point de départ est la critique, justifiée, de beaucoup d'aspects des économies régulées et administrées, avec les innombrables effets pervers qui en résultaient.

En Europe, le « pays-modèle » fut le Royaume-Uni, alors que le rôle des syndicats avait à peu près coulé l'économie britannique dans les années 1960-1970. Ed Miliband a d'ailleurs récemment payé très cher son alliance avec les syndicats, parce qu'ils ont gardé une image très négative dans l'opinion publique. En France, la critique se concentrait sur l'État régulateur, qui administrait mal l'économie. En somme, ce fut donc l'idée que le marché – dans certaines conditions – était plus transparent, plus efficace et servait mieux la collectivité que l'administration publique, qui produisait des blocages sans nombre et des injustices énormes.

L'échec de la gauche a été d'enterrer cette critique en se ralliant de fait aux solutions néolibérales, sans essayer de proposer une autre réponse. À mon avis, la tâche de la gauche était de faire le départ entre ce qu'il y avait de juste dans ces critiques et le principe de fond qu'elles engageaient : était-on capable, en d'autres termes, de concevoir des organisations publiques aussi ou plus efficaces, plus rationnelles que les entreprises privées, moyennant de sérieuses réformes ? Jamais cette question n'a été affrontée. On s'insurge contre le néolibéralisme, contre l'emprise des

1. NDLR : Moïses Naim, *The End of Power*, New York, Basic Books, 2013.

intérêts privés, mais, en pratique, on s'en remet à lui parce que l'on n'a rien d'autre à mettre à la place. Il n'y a pas eu le moindre effort pour chercher des formules de gestion publique efficaces. Même sous la gauche, l'on continue par exemple d'avoir recours au *new public management* pour aligner les administrations sur le fonctionnement des entreprises.

Il y eut ensuite le défi posé à tous les acteurs économiques par la décision américaine de faire flotter le dollar. Dans un monde plus ouvert économiquement, la tâche des entreprises se complique. C'est alors que l'on invente ce procédé diabolique que sont les « produits dérivés », qui sont tout simplement des produits d'assurance contre la fluctuation. Par ailleurs, le choc pétrolier de la fin 1973 a provoqué une hausse spectaculaire des ressources des pays producteurs. Les contrecoups du changement de rapport de forces vont alors se matérialiser dans une notion parlante : les pétrodollars. Il faut recycler les énormes excédents des produits producteurs de pétrole. L'industrie financière, entre produits dérivés créés par les changes flottants et le recyclage des pétrodollars, trouve tout de suite son créneau. Il y a, par-dessus, l'apparition – avec les nouvelles technologies et l'ouverture globale – d'une intensité capitaliste démultipliée. Le rôle de l'investisseur devient alors primordial dans les économies, sachant que les États, en réponse à la crise, qu'ils gèrent tous assez mal, s'endettent pour assurer le maintien du niveau de vie. Se constitue ainsi tout un nouveau monde économique,

où les marchés financiers se mettent à jouer un rôle déterminant pour des causes que l'on peut parfaitement imaginer, le tout sur fond de critique des économies de type administré.

Nous en sommes donc là, le tout s'accompagnant d'une transformation sociale capitale que l'on peut résumer en une formule : l'individualisation de nos sociétés, couplée à une importance centrale acquise par le droit, sous la forme des droits de l'homme. Cela va de pair : l'individualisme récent est fondamentalement juridique. Avec tous ces ingrédients, vous avez la formule d'un nouveau monde. Il n'y a donc pas eu de complot ni de projet au sens cohérent du mot, mais une démarche procédant de différentes sources qui a fini par créer une cohérence globale et une sorte de règne idéologique. Nous avons, d'un côté, le primat de l'économie, dominée par l'économie financière. Nous avons, de l'autre, des sociétés individualisées à un point sans précédent dans l'Histoire, et dont la référence organisatrice est le droit, compris comme droit des individus, c'est-à-dire, *in fine*, dans le fonctionnement collectif : le contrat. Avec cela, vous avez une société qui n'a rien à voir avec celle que l'on connaissait il y a quarante ans et dont l'idéologie dominante spontanée est le néolibéralisme.

Je ne crois pas du tout à l'hypothèse selon laquelle le néolibéralisme se serait imposé à l'Europe du dehors, sous l'influence des États-Unis. Il est vrai que le résultat n'est pas sans accréditer cette idée et que dans ce changement de cap, l'Europe a perdu

beaucoup de sa capacité à réfléchir de manière indépendante, par un processus qu'il serait indispensable d'éclaircir pour pouvoir en sortir. Si l'Europe continue dans cette voie, il est clair pour moi qu'elle se défera ou qu'elle se videra de son contenu. Le mouvement actuel n'est pas pour rien celui de la renationalisation des politiques. David Cameron a le mérite de dire tout haut ce que la plupart des dirigeants européens pense tout bas.

Les causes de la crise financière de 2008 paraissent faire consensus dans l'opinion aujourd'hui. Pourtant, la gauche européenne ne parvient ni à tirer les marrons du feu, ni à trouver un modèle alternatif. Pourquoi ?

MARCEL GAUCHET – Il y a un changement radical d'identité dans la gauche : son renoncement intellectuel à comprendre les mouvements du monde. Traditionnellement, depuis le XIX^e siècle, la gauche avait pour projet non seulement la justice sociale mais aussi, plus largement, une maîtrise rationnelle de la dynamique des sociétés modernes, avec l'idée – qui me semble toujours très juste – que ce n'est qu'en comprenant celles-ci

C'est la rustine sociale sur le pneu capitaliste : la gauche a cessé d'être le parti de la transformation sociale

que l'on peut s'assurer suffisamment de soutiens pour y mener des politiques de justice et égalitaires. Je suis

très frappé par le fait qu'en pratique, avec l'écroulement du marxisme, la gauche ne se soit plus préoccupée de comprendre la dynamique de nos sociétés. Elle s'est convertie, de fait, à une sorte de pragmatisme, où son programme se résume à la correction des dégâts humains les plus spectaculaires du nouveau capitalisme. C'est la rustine sociale sur le pneu capitaliste : la gauche a cessé d'être le parti de la transformation sociale, comme s'il n'y avait aucun autre outil, une fois disparu celui qu'elle a cultivé pendant plus d'un siècle comme le moteur et l'instrument de cette transformation, à savoir l'appropriation collective des moyens de production.

Ce qui est frappant, c'est la faiblesse des réponses, qui se résument à jouer des outils de l'État-providence pour limiter les dégâts, dans la contradiction la plus totale par ailleurs, parce que la dynamique de nos sociétés tend à détruire l'État social ou, en tout cas, à créer des problèmes sur son financement. La gauche n'est plus capable d'imaginer une société. Elle ne voit que des conditions et des difficultés individuelles auxquelles il faut remédier.

En réalité, on s'aperçoit que la gauche n'a jamais fait l'effort sérieux de concevoir une société. Dans le contexte actuel, elle se retrouve totalement désarmée. On avait un mot magique qui, pendant très longtemps, tenait lieu de tout : le progrès, qui était aussi un progrès social, de l'éducation, de la protection des droits individuels, assurés par tout cet appareil que l'État-providence a mis en œuvre. On voit désormais que c'est une

notion bien vague et que d'immenses progrès dans des domaines peuvent s'accompagner de déchirures collectives terribles dans d'autres. Après le progrès, il y eut le communisme, qui était en fait une idée nébuleuse, une utopie très confuse dont toutes les réalisations se sont révélées plus désastreuses les unes que les autres. La vérité est que l'on n'en savait pas du tout le sens et qu'en pratique, on a installé des tyrannies abominables et inefficaces. On a vécu sur des idées vagues et on n'a désormais rien à mettre à la place : voilà la crise intellectuelle de la gauche aujourd'hui.

En pratique, il faudrait réfléchir à la source des inégalités...

MARCEL GAUCHET – On peut évidemment recourir à des démarches comme celle de Thomas Piketty, en essayant de dégager des lois du capital, mais cela me semble une régression intellectuelle : on revient à l'idée du XIX^e siècle qu'il y aurait des « lois de fonctionnement de nos sociétés ». Je crois qu'il faut plutôt considérer les mutations du capitalisme et de l'économie qui engendrent ces inégalités. Elles sont une multitude et se situent à plusieurs niveaux : les inégalités de revenus, qui sont celles qui attirent le plus l'attention, ne s'expliquent pas par le même mécanisme que celles devant l'éducation, qui sont un facteur déterminant dans nos sociétés. Là encore, nous n'avons aucune théorie, mais l'on s'aperçoit que les changements de la famille ont eu des conséquences énormes. Le fait d'avoir moins d'enfants, par exemple, démul-

tiplie l'effet d'héritage et l'augmentation des inégalités : un enfant unique reçoit tout et aura lui-même un enfant unique à qui il transmettra un patrimoine accru. Sur le plan éducatif, il y a un phénomène encore plus fascinant : l'égalité des sexes favorise des mariages entre personnes de même niveau éducatif, dont la capacité de transmettre un bagage culturel de haut niveau est démultipliée. Devant tous ces phénomènes, nous sommes complètement désarmés.

Sur le plan économique, j'avance-rais une thèse qui me paraît avoir un répondant certain : c'est, tout simplement, l'effet global. La globalisation crée deux catégories d'acteurs : ceux qui jouent dans un cadre national relativement limité et qui sont soumis à une forte pression normative et réglementaire, et ceux qui peuvent cumuler les avantages de cette régulation nationale avec l'ouverture globale, qui représente pour eux un extraordinaire levier multiplicateur d'opportunités financières et personnelles. Simplement, là aussi, toute cette analyse n'est pas menée et il n'y a pas de réponse à donner.

D'une façon générale, la gauche européenne est enferrée dans la contradiction entre un projet de justice sociale, qui est forcément celui d'une collectivité délimitée, à l'intérieur de laquelle on peut concevoir des équilibres, de la redistribution, des politiques de cohésion, et l'ouverture globale, qui est l'ouverture sur un monde extrêmement inégalitaire et qui tend à importer cette inégalité à l'intérieur de nos sociétés. Tant que l'on n'assume pas ce dilemme avec ce

qu'il suppose de réglages entre l'intérieur et l'extérieur, entre cohésion interne et ouverture externe, l'on est incapable d'avoir une réponse au problème de l'inégalité. Encore faut-il affronter cela dans les termes analytiques qui permettent d'y faire face.

Vous avez dit des dirigeants européens actuels qu'ils étaient incapables d'une quelconque vision stratégique¹. Nous naviguons en effet actuellement dans un brouillard tenace sur le plan européen. Où sont Helmut Kohl et François Mitterrand aujourd'hui ?

MARCEL GAUCHET – H. Kohl et F. Mitterrand avaient une vision du passé qui s'est miraculeusement trouvée en phase avec le présent. Mais je ne suis pas sûr qu'ils comprenaient vraiment ce qui se passait. Je n'ai vu F. Mitterrand en privé qu'une seule fois, à la fin de son dernier septennat, et j'ai eu l'impression d'un homme qui ne comprenait absolument rien à ce qui se passait sur le fond, mais qui avait une culture historique à la lumière de laquelle il lisait les événements qui, à mon avis, voulaient dire tout autre chose. Mais il avait une idée, alors que ses successeurs n'en ont aucune. Ils vous disent : «vous savez, tout cela n'est que du jus de crâne pour intellos ; nous, nous sommes pragmatiques». Ils ne croient absolument pas à la possibilité de rendre les choses intelligibles. Nicolas Sarkozy ou François Hollande

1. NDLR : «Marcel Gauchet : "Hollande est le plus irréformable des Français"», *L'Express*, 24 octobre 2014.

sont, de ce point de vue, exactement les mêmes hommes, avec un même scepticisme de fer à l'égard de tout ce qui tente de donner une forme intellectuellement structurée et organisée aux choses.

Quel est votre diagnostic du projet européen aujourd'hui ?

MARCEL GAUCHET – Le problème posé est celui de l'articulation des composantes de l'Europe. Du point de vue de la cohésion interne, le cadre national reste le seul vraiment praticable ; en revanche, du point de vue du raisonnement stratégique, les politiques d'association et de régionalisation sont évidemment les bonnes. Il y a ici une question à la fois pragmatique et théorique.

La question pragmatique est de savoir ce que les Européens veulent faire de l'Europe. Ils en ont fait la région la plus ouverte du monde et, mécaniquement, la dimension nationale a ressurgi comme une dimension protectrice. Envisage-t-on le niveau régional européen à l'échelle du monde comme un levier d'action, qui suppose une certaine maîtrise et un contrôle qui contredisent l'idée d'une zone dont le but est simplement l'ouverture sur le marché mondial ? C'est ce que l'Europe d'aujourd'hui n'a pas su faire. Est-ce infaisable ? Nullement, à mes yeux.

La question théorique est de savoir si le principe de concurrence tel qu'il fonctionne dans notre monde rend encore possible une politique quelle qu'elle soit. Si l'idée est que, *in fine*, ce sont les acteurs individuels qui

opèrent dans un système concurrentiel, aucun niveau stratégique, qu'il soit national ou régional, n'est plus opérationnel. D'une certaine manière, c'est ce vers quoi tend l'Europe. Ce qui peut la réveiller – je m'étonne beaucoup que le réveil ne soit pas déjà intervenu –, c'est le comportement des autres grands acteurs. Les États-Unis restent un acteur stratégique qui agit en fonction d'un dessein très cohérent, mené avec ténacité et avec une imbrication étonnante des acteurs économiques et politiques. La Chine, l'autre grand pôle de puissance émergente, est encore plus spectaculaire dans cette logique, avec une interpénétration saisissante des intérêts des acteurs économiques et des intérêts stratégiques et politiques du pays.

L'Europe ne peut exister qu'en se définissant par rapport à ces deux pôles. Si elle continue sur sa vitesse acquise, elle va aller vers une destruction interne de toute capacité stratégique par un jeu concurrentiel exacerbé, tout en alimentant un retour à des nationalismes stupides, qui n'ont rien à voir avec les nationalismes idéologiques que l'on a pu connaître au XX^e siècle. Ces nationalismes à très courte vue sont conçus d'une manière purement défensive et réactive, et sont mécaniquement appelés par l'absence de vision stratégique depuis laquelle l'Europe se développe. Ce qu'on appelle populisme n'est simplement que la manière de se rabattre sur la seule instance stratégique qui paraît encore relativement disponible, faute de constructions plus pertinentes. L'Europe actuelle

est une occasion ratée, la question de fond étant de savoir si elle est capable de se corriger de ses erreurs passées.

N'a-t-on pas été naïfs ? Le tournant des années 2000 sonnait la fin des idéologies : le siècle devait être européen, post-national et postmoderne. On s'aperçoit aujourd'hui que tout le monde n'a pas nécessairement envie d'être occidental...

MARCEL GAUCHET – La notion d'occidental nous trompe. L'Occident est l'addition de deux choses

L'Europe actuelle est une occasion ratée, la question de fond étant de savoir si elle est capable de se corriger de ses erreurs passées

en réalité très hétérogènes : l'Europe et les États-Unis, qui sont deux cas très dissemblables. Pour se repenser dans le monde global, il faudrait que les Européens commencent par apprendre qu'ils sont Européens, et pas Occidentaux.

Il y a une inexplicable démission européenne. Je ne dirais pas simplement que nous avons été naïfs ; c'est bien pire que cela, car les naïfs se déniaient et apprennent de l'expérience. Il y a un mélange, en Europe, de démission et de renoncement à se penser stratégiquement. Nous en parlions à propos de la gauche mais c'est aussi vrai de la droite. D'une certaine manière, c'est comme si la fin de l'Histoire signifiait l'abandon de l'idée

même de réfléchir sur l'Histoire. Ce qui est un peu gênant, car les autres veulent continuer d'assumer leur histoire. Nous ne l'assumons pas, et c'est notre originalité dans le monde d'aujourd'hui.

Nous pouvons également voir les choses de façon inverse : l'Europe, par dessein et à rebours du reste du monde, est un projet qui représente sciemment la fin de la puissance.

MARCEL GAUCHET – On peut le dire aussi en ces termes, mais est-ce que nous avons eu une véritable théorisation, explicitation, autodéfinition de ce que serait la fin de cette puissance ? Non. Cette thèse ne me semble d'ailleurs pas entièrement fautive : il est certain que la puissance est appelée à jouer un autre rôle que celui qu'elle a joué traditionnellement ; nous ne sommes plus à l'heure de la confrontation des puissances, telle que l'on a pu encore l'avoir à un niveau paroxystique pendant la guerre froide. Mais où est l'effort de réflexion qui consisterait à se demander ce qu'est la puissance aujourd'hui ? La réponse à cette question n'existe que dans la théorie du *soft power* des relations internationales.

Cette vision des choses repose sur le postulat que le monde nous admire et aspire à nous ressembler. Pour l'heure, ce n'est pas le sens de l'Histoire.

MARCEL GAUCHET – Ce n'est pas le sens de l'Histoire et ce n'est pas le sens du fonctionnement des sociétés. Pourquoi des gens qui n'ont pas

notre histoire voudraient-ils devenir comme nous ? Ils veulent leur histoire, et quoi de plus légitime et de plus facile à comprendre ? Nous sommes dans un porte-à-faux totalement démoralisant par son absence de capacité de se raisonner. Si encore nous avions un Parlement européen où se menaient de vraies discussions de fond sur la puissance aujourd'hui, sur ce que sont les autres puissances et sur ce que nous voulons en faits de puissance, mais on préfère y discuter de la taille des boîtes de sardines.

Admettons que l'Europe se définisse comme une puissance de la norme. Dans un contexte de concurrence et de rapports de forces mondiaux où Russes, Chinois et Américains ont tout sauf renoncé à la puissance, la puissance normative que s'attribue l'UE peut-elle suffire ?

MARCEL GAUCHET – Elle ne suffit pas, surtout que ce n'est pas une vraie autodéfinition. Les autres aussi s'autodéfinissent normativement, ils ont une idée assez précise de ce qu'ils veulent être à travers une série de normes, mais ils ne considèrent pas que cette capacité d'autodéfinition suffit pour affronter le monde global. Il faut autre chose, et c'est ce qui manque aux Européens. L'on ne peut pas se définir comme une puissance normative sans avoir une doctrine du monde dans lequel on doit s'inscrire et sans réfléchir aux conditions dans lesquelles cette capacité normative peut s'appliquer efficacement. L'on ne peut pas dire que la manière dont nous avons essayé de mettre en

œuvre cette puissance normative ait été très concluante et nous ne faisons, par ailleurs, aucune démarche de retour sur expérience. C'est, pour moi, le mystère européen.

Quel regard portez-vous sur la tendance à la moralisation des relations internationales ?

MARCEL GAUCHET – Il n'y a pas grand-chose à dire tant l'explication est simple. Le moralisme est le substitut de l'absence de projet global et de définition de moyens d'action. En pratique, c'est le règne des intérêts à courte vue et en théorie, c'est l'habit de l'impuissance. D'ailleurs, cela a presque sa formule philosophique dans le principe du moindre mal. Comme on n'est pas capable de faire le bien et qu'on ne sait pas en quoi il consisterait, on essaye de faire en sorte qu'il y ait le moins de mal possible. Ce n'est pas une philosophie condamnable, mais elle n'est pas à la hauteur du fonctionnement d'un monde géré intelligemment.

Comment se rebeller alors contre la crise de l'avenir, réenchanter le monde, se réapproprier les moyens d'action collective ?

MARCEL GAUCHET – J'ai des doutes sur le programme de réenchancement, mais pour se réapproprier les moyens d'action, il faut d'abord se réapproprier les moyens de compréhension. Aujourd'hui, je pense que l'attitude de rébellion par excellence est la résistance au principe tacite d'incompréhension ou, plus exactement, d'incompréhensibilité qui agit

dans l'esprit de nos contemporains. La possibilité de compréhension de ce monde nouveau existe, pour peu que nous nous en donnions les moyens. De ce point de vue, l'imagination théorique me semble la plus grande urgence. Renversons la fameuse 11^e thèse de Karl Marx, sacrant la transformation aux dépens de l'interprétation. Pour transformer le monde, il faut commencer par le

Pour se réapproprier les moyens d'action, il faut d'abord se réapproprier les moyens de compréhension

comprendre et en produire une critique intelligente. Autrement, vous pensez le transformer mais c'est lui qui vous transforme et vous écrase. Il faut revenir à la thèse qui veut que la pensée soit une action et, je dirais même, l'action par excellence, celle dont toutes les autres découlent. C'est au moins cela que l'on peut tirer comme leçon de la science moderne : le scientifique qui, enfermé dans son laboratoire, produit un procédé nouveau, découvre une énergie que l'on ignorait, est infiniment plus un homme d'action que l'aventurier qui conquiert l'empire des Indes ou l'Afrique française.

Mais qu'est-ce qu'un homme d'action dans le monde où nous sommes ? C'est celui qui pense une action possible. C'est cela que devrait être l'horizon des Européens : penser le monde.

Comment l'Europe peut-elle s'en convaincre ?

MARCEL GAUCHET – L'avenir de l'Europe réside dans l'idée qu'elle est le continent qui a, d'une certaine

L'Europe devrait donner l'exemple d'une construction capable de réfléchir sur elle-même au lieu de se célébrer bêtement sans même voir ce qui a changé

manière, ouvert le monde. Ce monde la relativise aujourd'hui, mais elle a une vocation particulière à le penser. Ce serait une manière d'agir très efficace, sans parler des moyens que cela lui donnerait par rapport à elle-même.

Cela commence par une capacité

d'autocritique : comment en est-on arrivé là ? L'Europe devrait donner l'exemple d'une construction capable de réfléchir sur elle-même au lieu de se célébrer bêtement sans même voir ce qui a changé. Cela me paraît déjà une perspective qui bouleverserait la donne. Pourquoi ne peut-on parler des défaillances manifestes de la construction européenne d'aujourd'hui que dans les couloirs et en privé ? Qu'est ce qui rend impossible de le faire publiquement ? Cette pusillanimité est déconcertante mais ne me paraît pas une fatalité. Le reste ne viendra que des individus et des initiatives personnelles : c'est cela le génie européen. Soyons-en conscients et encourageons-le.

Propos recueillis par Olivier de France, les 19 mai et 18 juin 2015.